

CRITERES D'ELIGIBILITE**AUDIT GLOBAL**

J'ai réalisé un audit global de l'exploitation conformément au cahier des charges joint en annexe 1 de la décision INTV-GECRI-2017-62 du 20-09-2017 : oui non

DONNEES COMPTABLES

Respecter au moins 3 des 4 critères suivants tels que définis en annexe 2 de la décision INTV-GECRI-2017-62 du 20-09-2017.

Ces critères seront appréciés au regard du dernier exercice clos *selon la disponibilité des informations approuvées par les centres de gestion ou expert comptable. Il est également possible de s'appuyer sur des résultats prévisionnels ou sur la base des comptes arrêtés en cours d'exercice, au plus tard à la date du dépôt du dossier.*

Exercice pris en compte (N) : _____ (préciser l'année) exercice clos exercice prévisionnel

 Taux d'endettement :

Dettes totales (A) : _____ € correspondant à la somme de l'encours des prêts moyens et long termes (hors foncier si le foncier n'est pas à l'actif)

Passif (B) : _____ € correspondant à la somme du capital + le résultat de l'exercice + les provisions + dettes Moyen et long termes + dettes fournisseurs + prêts court termes (hors comptes courants associés)

Calcul du taux d'endettement : (A)/(B) : _____ % (doit être supérieur ou égal à 70%):

Trésorerie : _____ € égale à : Fonds de roulement – besoin en fonds de roulement = Total actif - actif immobilisé - actif circulant - dettes court terme bancaires = disponible - dettes financières à moins d'un an

(Le niveau de trésorerie doit être nul ou négatif)

 Revenu disponible familial /UTANS :

Revenu disponible (C) : _____ € correspondant à la somme de l'EBE + produits financiers à CT - frais financiers CT – les annuités MLT + revenus connexes de l'exploitation + revenus extérieurs imposables des personnes (hors salariés) travaillant sur l'exploitation (hors augmentation intervenue depuis le 1er janvier 2015)

UTANS (D) : _____ Smic (au 01/07/2017) : _____ €

Calcul du *revenu disponible/UTANS*: (C)/(D) : _____ % (doit être inférieur ou égal à un smic/UTANS) oui non

 EBE/produit brut :

EBE (E) : _____ € correspondant à la somme du résultat d'exploitation + dotation aux amortissements + salaires versés aux associés pour les formes sociétaires

Produit brut (F) : _____ €

Calcul de l'**EBE/produit brut** (E)/(F) : _____ % (doit être inférieur ou égal à 25%)

Exploitation au micro bénéfice agricole : Oui Non

Si oui le bilan et le compte de résultats seront reconstitués à partir de la déclaration TVA

TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos/...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de céréales	_____ €	_____ % (B/A)
C) Chiffre d'affaires production de fruits et légumes	_____ €	_____ % (C/A)
D) Chiffre d'affaires production horticole	_____ €	_____ % (D/A)
E) Chiffre d'affaires production viticole	_____ €	_____ % (E/A)

CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

<p>Données fournies par un centre comptable <i>Obligatoire pour les exploitations au réel.</i></p> <p>Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____</p>	<p>Données non certifiées par un centre comptable <i>Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion</i></p> <p><i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i></p>
<p>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus (pages 2 et 3) Signature et cachet du centre comptable :</p>	<p>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus (pages 2 et 3) Signature et nom de l'exploitant demandeur :</p>

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

Demande à bénéficier de l'aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs, des céréaliers, des producteurs de fruits et légumes, de plantes, arbres, arbustes ornementaux, fleurs et viticulteurs faisant face à des difficultés économiques dans le cadre du dispositif annoncé en 2017

- Atteste sur l'honneur :
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - avoir pris connaissance de décision du Directeur général de FranceAgriMer INTV-GECRI-2017-62 du 20-09-2017
 - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
 - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
 - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
 - être informé que le plafond des aides de minimis est limité à :
15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole »), ce règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.
- M'engage à :
 - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
 - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p>Cas général des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations au micro bénéfice agricole dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande,</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°552192)</p> <p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°52192)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, le pouvoir (annexe 2 de la notice explicative Cerfa N°52192)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de l'audit global de mon exploitation	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>	
<p>Annexe 5 de la notice explicative Cerfa N°52192.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, pour les jeunes agriculteur, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° de dossier : _____

Date de réception : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|